



VILLE DE BEAULIEU-SUR-MER
ALPES-MARITIMES - 06310

ARRETE MUNICIPAL PORTANT AUTORISATION DONNEE AUX VEHICULES ET
ENTREPRISES AGISSANT POUR MONSIEUR FABIEN PARRY A OCCUPER LE
DOMAINE PUBLIC COMMUNAL AU 1987 BOULEVARD EDOUARD VII DU 1^{ER}
SEPTEMBRE 2026 AU 28 FEVRIER 2027 AFIN D'EFFECTUER DES TRAVAUX

N° : **26 0834** DATE D’AFFICHAGE : **28 AOUT 2026**

LE MAIRE DE LA VILLE DE BEAULIEU-SUR-MER

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques,
Vu le Code Pénal,
Vu le Code de la route,
Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2213-1 à L.2215-1,
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et
autoroutes et les textes subséquents,
Vu la délibération municipale n°06 du 26 novembre 2024 portant sur les droits de voirie, places
et stationnements – actualisation de la délibération n°04 du 06 décembre 2022 - modificatif,

Vu la demande en date du 07 juillet 2026 présentée par monsieur Fabien PARRY domicilié au
1987, boulevard Edouard VII 06310 BEAULIEU-SUR-MER, en vue d'occuper, du 1^{er}
septembre 2026 au 28 février 2027 une partie du domaine public communal situé au 1987,
boulevard Edouard VII, afin d'effectuer des travaux.

Considérant que cette occupation se caractérise par une réservation de stationnement d'une
superficie de 30 m².

Considérant qu'il convient de répondre favorablement à cette demande.

ARRETE

Article 1er : Les véhicules et entreprises agissant pour monsieur Fabien PARRY sont autorisés
à occuper du 1^{er} septembre 2026 au 28 février 2027 une partie du domaine public communal
situé au 1987, boulevard Edouard VII, afin d'effectuer des travaux.

Article 2 : Durant toute la durée de cette occupation, le stationnement des véhicules à moteur et
des deux roues est strictement interdit dans l'emprise définie à l'article 1er du présent arrêté.

Article 3 : Le bénéficiaire de la présente autorisation est responsable de tout accident ou
incident pouvant survenir du fait de la mise en place et de l'utilisation de cette structure.



Article 4 : Le bénéficiaire de l'autorisation est redevable, conformément aux dispositions de la délibération municipale n°06 du 26 novembre 2024 précitée, du règlement des droits de voirie d'un montant de 14661,00 € dont le détail est précisé comme suit : 30 m² x 181 jours x 2,70 €. Il est dûment précisé que le bénéficiaire devra impérativement, avant toute occupation, régler le montant total des droits de voirie, à l'ordre du Trésor Public, par carte bancaire et virement à monsieur le régisseur municipal, service voirie - régie, 1 rue du Marché, 06310 Beaulieu-sur-Mer. A défaut de réception de règlement aucune occupation du domaine public ne sera autorisée.

Article 5 : La présente autorisation n'est pas transmissible et ne peut être cédée.

Article 6 : La validité du présent arrêté prendra fin au plus tard le 28 février 2027, à 18 heures.

Article 7 : Le permissionnaire devra disposer des assurances nécessaires le couvrant, lors de cette occupation, contre tout sinistre avec les tiers.

Article 8 : L'entretien et la remise en état du site, en cas de dégradation lors de cette occupation, est à la charge du bénéficiaire.

Article 9 : La présente autorisation est révocable à tout moment sans indemnité pour un motif d'intérêt général, dans l'intérêt du domaine public maritime, en vue de sauvegarder l'ordre public et faute pour le bénéficiaire de se conformer aux dispositions du présent arrêté. La révocation sera prononcée par arrêté et notifiée dans la forme administrative.

Article 10 : Conformément à l'article R.421-1 du code de justice administrative, tout recours devra être présenté devant le tribunal administratif de Nice, sis 18 avenue des Fleurs à Nice, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification de l'arrêté et de l'accomplissement des formalités de publicité.

Article 11 : Le présent arrêté fera l'objet d'une publication et d'un affichage selon les règles en vigueur et sera adressé à :

- Le Bénéficiaire,
- Monsieur le Commandant de la Brigade de la Gendarmerie Nationale de Beaulieu-sur-Mer,
- Monsieur le Chef de Service de la Police Municipale,

Chargés chacun en ce qui le concerne d'en assurer son exécution.

Fait à Beaulieu-sur-Mer, le **28 AOUT 2026**



Le Maire,
Roger ROUX